

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 8 JUIN 2020**

JP/VA

OBJET : 2.3. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – CONSULTATION TITRES-RESTAURANT

L'an deux mille vingt, le huit du mois de juin à quatorze heures trente minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,

Étaient excusés :

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Jean PASCAL

OBJET : 2.3. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – CONSULTATION TITRES-RESTAURANT

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

Selon une appréciation maintenant constante du juge administratif, l'acquisition de titres-restaurant doit être précédée d'une procédure de publicité et de mise en concurrence déterminée en fonction du montant estimé du marché.

Jusqu'à présent, les volumes commandés nous permettaient, au titre de l'égalité des candidats, une rotation régulière entre les prestataires de titres.

Depuis la mise en place des régies d'exploitation, les volumes annuels sont plus importants et nécessitent aujourd'hui le lancement d'une consultation.

L'estimation annuelle du besoin est de 70 000 € (valeur faciale des titres + commission), soit 280 000 € sur 4 ans. Il est proposé de conclure un accord-cadre mono attributaire à bons de commande pour une durée de 4 ans, avec un montant minimum de 250 000 euros et un montant maximum de 400 000 euros.

Cette consultation sera lancée en procédure adaptée.

Les critères d'attributions et pondérations proposés sont les suivants :

- Prix : 20 %
- Valeur technique de l'offre au regard du mémoire : 80 %

Après en avoir délibéré, le bureau syndical décide, à l'unanimité des membres présents, de :

- **AUTORISER** le président à lancer la procédure,
- **CONSULTER** en procédure adaptée,
- **FIXER** les critères suivants :
 - prix : pondération 20 %,
 - valeur technique de l'offre au regard du mémoire technique : pondération 80 %,
- **AUTORISER** le président à engager l'accord-cadre, dans la limite de l'économie présentée, en utilisant les principes relatifs aux marchés publics établis par délibération du comité syndical du 3 juillet 2017,
- **DONNER** délégation au président pour signer tous documents à cet effet.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL